

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



Affichez ces pages
la compréhension c'est contagieux!

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

La richesse au Canada

Un gâteau bien mal partagé!

De toute évidence, le modèle du libre marché fait payer très cher à beaucoup de citoyens les abus et exagérations d'une infime minorité d'acteurs économiques qui, avides de profits faciles ont usé de tous les stratagèmes imaginables pour s'enrichir rapidement. Et face à l'imminence d'une débâcle financière, on s'est empressé de solliciter l'aide des gouvernements et, à travers eux, des contribuables pour éviter que toute l'économie déraile. Ces bouleversements suscitent à juste titre amertume et cynisme chez les honnêtes citoyens qui devront payer le prix fort pour les excès d'une poignée de spéculateurs financiers et autres grands barons des affaires. Ces secousses économiques jettent une lumière crue sur les failles structurelles d'un modèle économique qui s'essouffle et dont les dérèglements continus sèment une inquiétude et insécurité grandissantes se transformant de plus en plus fréquemment en des actes de désespoir et de détresse sociale chez ceux et celles qui en souffrent. Comment expliquer de tels phénomènes dans un contexte économique qu'on disait, jusqu'à tout récemment, très favorable?

1 UNE LONGUE PÉRIODE DE PROSPÉRITÉ...

L'économie canadienne a connu jusqu'à tout récemment une longue période de prospérité économique. Entre 1981 et 2005, notre économie a cru de 93%. Même tendance pour la productivité de nos entreprises avec plus de 50% d'augmentation de 1975 à 2005. Le taux de chômage a atteint des planchers historiques. Avec douze années consécutives de surplus budgétaires, le gouvernement fédéral a engrangé plus de 100 milliards \$. Quelle situation idéale, diront les économistes, pour améliorer la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes et réduire la pauvreté. Au palmarès de la Banque Mondiale, le Canada s'est classé au quatrième rang des meilleurs endroits au monde pour faire des affaires. Et, pour l'année 2008, la firme de service-conseil en fiscalité, internationalement reconnue, KPMG, accordait au Canada la deuxième place sur dix pays industrialisés, en matière d'avantages concurrentiels pour les entreprises en raison, notamment, de l'accessibilité de son système de santé public et de la qualité de son système d'éducation. Le Canada, pays de rêve? Ça dépend pour qui!

SAVIEZ-VOUS QUE...

« Après être restée stable pendant la fin des années 1970 et les années 1980, l'inégalité du revenu familial après impôt a augmenté durant les années 1990. Cette augmentation a eu lieu parallèlement à la réduction de la générosité de plusieurs programmes de transfert du revenu, y compris l'assurance-emploi et l'aide sociale (dans certaines provinces). Cela peut refléter un affaiblissement du rôle de redistribution de l'État canadien »

Source: Statistiques Canada, Direction des études analytiques documents de recherche, mai 2007



2 TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS...

Les économistes, chroniqueurs économiques et autres gourous des affaires soutiendront, dur comme fer, que la prospérité économique est la source même de la richesse et du bien-être. C'est vrai! Sauf que... ! Sauf qu'en économie de libre marché, la prospérité est sélective. Elle choisit son monde. À preuve, le salaire réel (l'inflation prise en compte) de la majorité des Canadiens n'a pas bougé, ou si peu, depuis la fin de la décennie 70. La hausse réelle de 60% qu'avaient connus les salariés canadiens entre 1965 et 1979 s'est arrêtée net au seuil de la décennie 80. Même que les salaires des travailleurs au salaire minimum ont subi une perte nette de 20% en trente ans, eux qui touchaient (en dollars constants) 9,14 \$ de l'heure en 1976 ne gagnaient plus, en 2006, que 7,32 \$. Pourtant, si la croissance des salaires avait suivi celle de la productivité, c'est 200 \$ de plus par semaine qu'auraient gagné, en 2005, les travailleurs canadiens ou 10 000 \$ supplémentaires sur une base annuelle. Dans le contexte d'une économie en forte croissance, le « sur place » des salaires moyens réels a profité aux entreprises qui se sont accaparé une part plus importante du PIB (produit intérieur brut), celle des salariés étant réduite d'autant. D'ailleurs, aujourd'hui, les jeunes qui entrent sur le marché du travail touchent, pour un niveau de scolarité équivalent, une rémunération proportionnellement plus faible que celle reçue par leurs parents à leur embauche, tout en ayant payé plus cher leurs frais de scolarité.

3 DES ÉCARTS DE PLUS EN PLUS GRANDS

Au cours des 30 dernières années, le fossé n'a cessé de s'élargir entre les mieux nantis et les plus démunis de la société canadienne. Seuls les Canadiens se trouvant dans le quintile (20%) le plus riche ont tiré profit de la croissance économique. De 1992 à 2004, leur part du revenu disponible est passée de 49,3% à plus de 53%. Les quatre autres quintiles (80%) ont vu leur part de revenu (avant et après impôt) diminuer comparativement à la génération qui les a précédé. En 1976 les revenus moyens des familles avec enfants se situant dans le premier décile des revenus (10% les plus riches) équivalaient à 31 fois les revenus du dernier décile des revenus (10% les plus pauvres). Trente ans plus tard, ce ratio était de 82 fois, soit près du triple. Le fléau des inégalités de revenus est en voie de gangrener l'ensemble de la société. La classe moyenne, qui lutte pour sa survie, voit progressivement diminuer sa part de revenu. Si le gâteau de la richesse a pris de l'ampleur par rapport à la génération précédente, ses pointes sont encore plus inégalement réparties.

Voir tableau ci-bas



La citation du mois

« Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit. »

Hervé Kempf, auteur du livre « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme, Seuil, 2009 »

Petit lexique

Le Produit Intérieur Brut (PIB)

Le PIB est l'indice le plus souvent utilisé par les économistes et les chroniqueurs économiques des grands médias pour mesurer la santé économique d'un pays. On obtient le PIB en additionnant le total de tout ce qui a produit une activité économique en une année dans un pays donné.

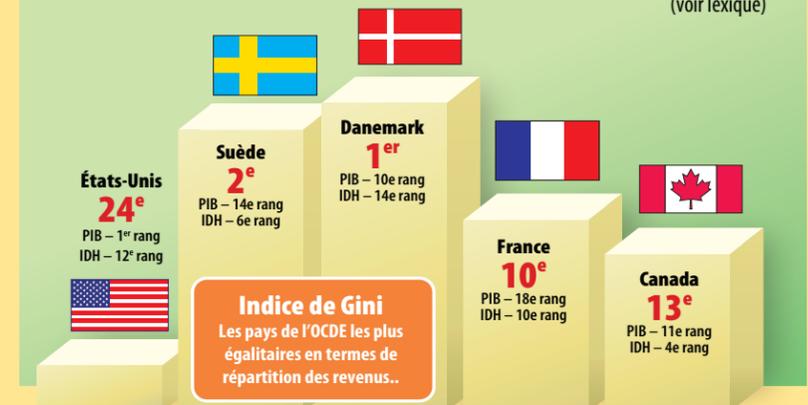
L'indice de développement humain (IDH)

L'IDH est l'indice conçu par l'ONU dès 1990 pour avoir un réel aperçu de la croissance tant économique que sociale des différents pays du monde. En plus du PIB (en dollars constants), cet indice prend en compte notamment des données comme l'espérance de vie, l'accès aux soins de santé, et le taux d'alphabétisation.

L'indice de Gini

L'indice de Gini témoigne des inégalités sociales et, combiné au PIB, il donne un aperçu plus exact de la réalité socioéconomique d'un pays donné. Un indice de Gini près de 0 signifie une distribution des biens sans traces d'inégalités sociales, alors qu'un indice plus près de 1, signifie qu'une seule personne possède tous les biens d'un territoire donné.

LES PAYS LES PLUS ÉGALITAIRES SELON L'INDICE DE GINI (voir lexique)



Source: OCDE 2007, État du monde 2009

UN PROBLÈME DE **CRÉATION** OU DE **PARTAGE** DE LA RICHESSE?

A La production de richesse est en croissance depuis 1992...
33% d'augmentation*
 2004 : 34 250 \$
 1992 : 25 700 \$

Augmentation du PIB (produit intérieur brut) par habitant au Canada (parité pouvoir d'achat – en dollar international constant 2000).
 Source : Banque mondiale

* 43% d'augmentation de 1992 à 2008

B Les revenus des 20% de Canadiens les plus riches aussi...

1992 : 49,4% des revenus
 2004 : 53% des revenus

Source : Évolution de la répartition des revenus des particuliers par quintiles. Statistique Canada 2007

C Tandis que les revenus des autres (80%) ne cessent de baisser

1992 : 50,6% des revenus
 2004 : 47% des revenus

Source : Évolution de la répartition des revenus des particuliers par quintiles. Statistique Canada 2007

Lisez les autres pages de la série

« Les grands enjeux »

www.lagazette.ca dans la section

« Les grands enjeux »



À lire

Mainmise sur les services. Privatisation, déréglementation et autres stratagèmes, Claude Vaillancourt, Éditions Écosociété, 2006

Où va notre argent? Une fiscalité pour les riches, Collectif d'auteurs d'ATTAC-Québec, Éditions Écosociété, 2006

Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, Hervé Kempf, Éditions du Seuil, 2009

Pourquoi les riches détruisent la planète, Hervé Kempf, Éditions du Seuil, 2007



Pour agir

Une pétition

• La lutte à la pauvreté offre des avenues nécessaires pour sortir de la crise économique. Participer à la campagne « Bâtir un Québec sans pauvreté » et signez la pétition. Voyez toutes les informations sur le site du Collectif pour un Québec sans pauvreté au www.pauvrete.qc.ca

Une mobilisation

• Depuis début janvier 2009, Attac et le mouvement altermondialiste s'organisent pour porter leurs revendications et de véritables solutions dans le débat public à l'occasion du prochain G20 qui doit se tenir à Londres le 2 avril 2009. <http://www.france.attac.org/>

4 UNE SOCIÉTÉ RICHE... MAIS DES POLITIQUES CHICHES

La longue période de prospérité que le pays a connue s'est traduite par des recettes additionnelles pour le gouvernement canadien comme en témoignent les quelque 100 milliards de surplus budgétaires enregistrés au cours de la période 1997-2007. Mais Ottawa s'est fait moins généreux au niveau des mesures de protection sociale et des politiques d'aide aux revenus. Signataire du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Canada a été « sermonné » par les experts des Nations unies responsables du suivi du Pacte lors de son passage devant ce comité en 2006. On a critiqué le gouvernement canadien pour avoir laissé croître la pauvreté alors que la prospérité du pays aurait permis de l'endiguer. Les membres du Comité ont notamment reproché au Canada le peu d'accès des chômeurs à l'assurance-chômage, les maigres prestations d'aide sociale pour les plus démunis, le peu de logements abordables, la multiplication des banques alimentaires, le sort de plus en plus précaire des locataires et les coûts de plus en plus prohibitifs de l'éducation supérieure.

5 ON Y GAGNE... À MIEUX PARTAGER

Avant le milieu des années 90, les politiques sociales du gouvernement réussissaient, tant bien que mal, à diminuer les écarts de revenus grandissants entre les diverses catégories de citoyens. Les coupures drastiques opérées par le gouvernement fédéral à partir de 1995 et la surenchère des baisses d'impôt, dont on sait qu'elles profitent davantage aux mieux nantis, ont nettement contribué à accentuer les inégalités entre les très hauts revenus et la majorité des familles canadiennes, en plus de réduire les services pour la classe moyenne. L'OCDE, club sélect qui regroupe les pays les plus industrialisés, considère que la fourniture de services publics (santé, éducation, logement social) contribue pour moitié à la réduction des inégalités. L'organisme soutient également que la justice fiscale, l'accès universel à des prestations sociales généreuses contribuent au développement d'une société plus égalitaire. Le Canada, au plan de sa prospérité à long terme, et les Canadiens et Canadiennes, sur le plan de l'harmonie et de la qualité de vie, ont donc tout à gagner à la mise en œuvre de politiques sociales favorisant un meilleur partage de la richesse.

Sources

- A quarter century of economic inequality in Canada : 1981-2006, Lars Osberg, Centre canadien de politiques alternatives, Avril 2008
- The rich and the rest of us, the changing face of Canada's growing gap, Armine Yalnizyan, Centre canadien de politiques alternatives, Mars 2007
- Rising profit shares, falling wage shares, Ellen Russell, Mathieu Dufour, Centre canadien de politiques alternatives, Juin 2007

Pour en savoir plus

Attac (Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens)
www.france.attac.org

MÉPACQ - Mouvement d'Éducation Populaire et d'Action Communautaire du Québec - Dossier spécial crise économique
<http://www.mepacq.qc.ca/info-lutte1.pdf>

Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM
www.cese.uqam.ca

Les éditions Écosociété
www.ecosociete.org

Centre canadien de politiques alternatives (CCPA)
www.policyalternatives.ca

Les chiffres du mois

75 milliards \$

C'est le montant de l'aide financière mis à la disposition des banques canadiennes par le gouvernement du Canada pour racheter des prêts hypothécaires de ces institutions.

54 milliards \$

C'est le montant pris par le gouvernement fédéral à même la caisse d'assurance-emploi destinée aux personnes en chômage, pour accorder des baisses d'impôts ou pour rembourser la dette canadienne.

Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, en collaboration avec La Gazette de la Mauricie, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie.

Pour réagir ou faire un commentaire à propos du contenu de ces deux pages, faites-le par courriel à :

grandsenjeux@cs3r.org
 (819) 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation en envoyant un chèque à :
 CSTM – Fonds de Charité
 942, Ste-Geneviève, Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6